

Monsieur le Ministre,

Nous tenons à attirer votre attention sur le fait qu'à Marseille un nombre important d'étudiants de D.E.A. ayant effectué des demandes d'allocation se les sont vues refuser.

Dès le mois d'octobre un certain nombre d'actions ont été entreprises par des étudiants de D.E.A. à Marseille:

A l'Université II, les étudiants, après être intervenus auprès des directeurs de laboratoires, puis du Rectorat, décidaient d'occuper le standard de la faculté. Dans le même temps, ils s'exprimaient dans différents journaux et radios locaux, et intervenaient lors du Colloque sur le Cancer.

Le 30 novembre, une délégation réunissant une quarantaine d'étudiants de l'Université I et l'Université II se rendait au Rectorat, sans obtenir de réponse.

Les étudiants de l'Université I, avec leurs élus UNEF, obtenaient pour leur part les bourses manquantes en agissant au niveau de l'Université.

La situation actuelle, caractérisée par l'absence de ressources pour un nombre important d'étudiants de D.E.A., est en contradiction flagrante avec les objectifs dégagés par le gouvernement en matière de recherche lors du Colloque National. On doit ouvrir les carrières de la recherche aux jeunes de tous horizons sociaux en leur donnant les moyens matériels de faire leur III^{ème} Cycle sans se salarier.

C'est pourquoi nous demandons en premier lieu l'attribution d'une allocation de D.E.A. à tous les étudiants qui en ont fait la demande.

Les étudiants signant cette lettre sont tous des étudiants de III^{ème} Cycle... Au delà du problème urgent des allocations de D.E.A., d'autres difficultés existent en III^{ème} Cycle. L'UNEF et le SNCS l'ont d'ailleurs déjà souligné aussi bien lors des entrevues qu'ils ont eues avec le Ministère, que lors des Assises Régionales et du Colloque National Recherche et Technologie.

En premier lieu un grand nombre d'étudiants compétants ne dispose pas de ressources financières alors qu'ils effectuent un véritable travail de recherche.

En second lieu les conditions d'encadrement et même les possibilités de poursuivre des thèses de III^{ième} Cycle après un D.E.A. laissent à désirer.

Enfin à l'issue de cette période de formation, et malgré un effort d'embauche dans les organismes publics de recherche, les possibilités d'emploi restent bien souvent restreintes.

Encore une fois, ce n'est pas dans ces conditions que l'on pourra engager la grande politique de recherche au service du développement du pays qui figure dans les objectifs du gouvernement. C'est pourquoi nous préconisons une série de mesures qui à notre sens permettrait une meilleure formation des futurs travailleurs de la recherche et l'ouvrirait à un plus grand nombre de gens:

- Allocations de D.E.A. portées à 2000 F et allocations DGRST à 4500 F par mois en plus grand nombre(au moins 2500 DGRST),

- Aller vers le financement intégral de tous les étudiants de III^{ième} Cycle en envisageant une participation des entreprises publiques ou privées possédant un secteur de recherche;

- Augmentation du nombre de postes dans tous les secteurs des organismes publics de Recherche, en particulier à l'Université;

- Créations d'emplois scientifiques dans les entreprises du secteur public;

- Incitation aux entreprises du secteur privé à créer des